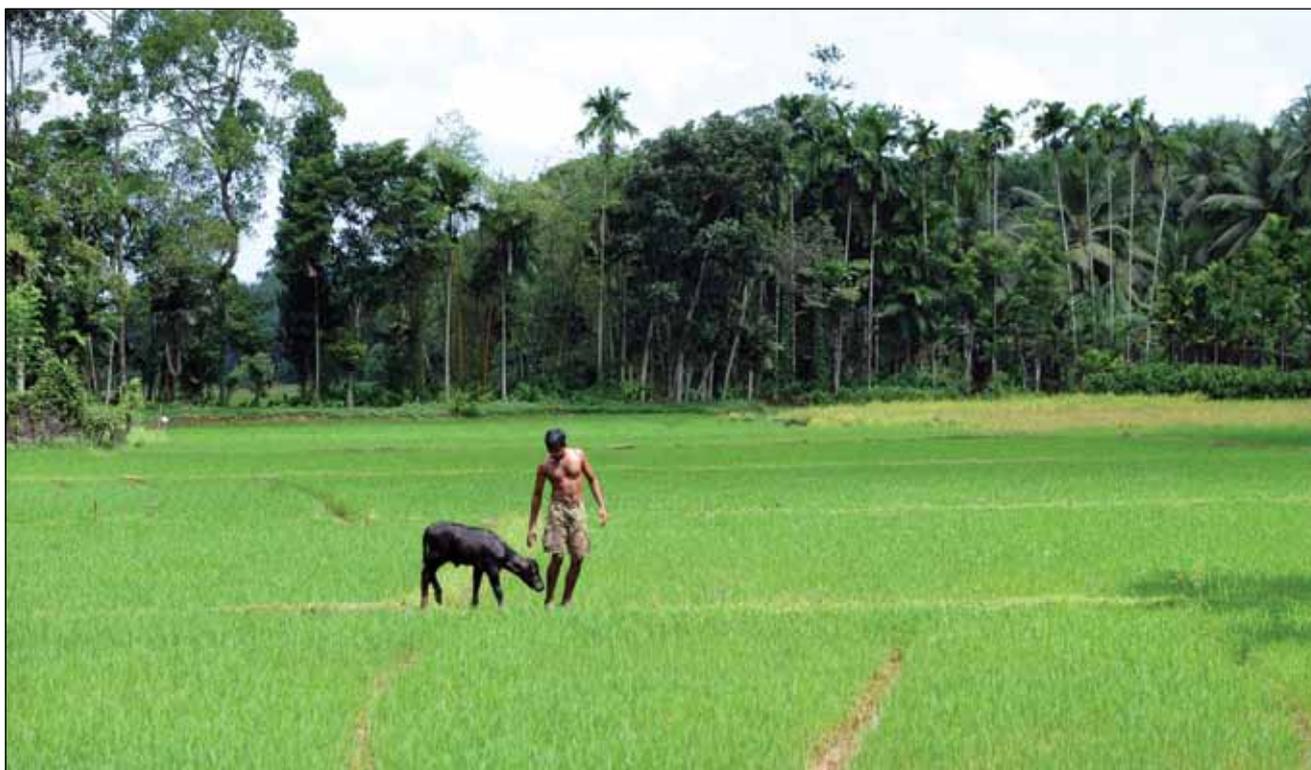


Le rôle des écosystèmes dans la sécurité alimentaire

J.C. Mohamed-Katerere et M. Smith



FAO/I KODIKARA

Un agriculteur garde un jeune buffle domestique à Padukka, Sri Lanka. Les écosystèmes fournissent des services essentiels pour la sécurité alimentaire mondiale

Les politiques de sécurité alimentaire devraient être des politiques «sensibles aux écosystèmes» qui encouragent la diversité à différentes échelles, maintiennent l'infrastructure naturelle et garantissent la justice sociale.

Jennifer Mohamed-Katerere travaille à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales de l'UICN et pour le Cadre de gouvernance des ressources naturelles de l'UICN, et Mark Smith travaille au Programme mondial de l'eau de l'UICN.

La production agricole ne peut pas être soutenue sans garantir la résilience et l'intégrité des écosystèmes. Les écosystèmes sont les communautés de plantes, animaux et autres organismes qui vivent, se nourrissent, se reproduisent et interagissent dans une zone ou un environnement. Ils sous-tendent la production agricole, par exemple en protégeant les sols et les eaux, en contribuant à maintenir la fertilité des sols, en fournissant un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles. La dégradation des écosystèmes, conjuguée à leur gouvernance défaillante (voir l'encadré), compromet la capacité des populations de mener des activités agricoles, d'accéder aux aliments et de les employer adéquatement et, de la sorte, sape l'efficacité des politiques de sécurité alimentaire. Les personnes démunies et les autres groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, en particulier dans les zones rurales, sont les plus menacés par toute forme d'atteinte à la sécurité alimentaire.

Gouvernance des écosystèmes

La gouvernance des écosystèmes peut être définie comme l'interdépendance de lois et autres normes, institutions et processus, au travers desquels une société exerce son pouvoir et ses responsabilités pour prendre des décisions relatives aux services écosystémiques et les mettre en œuvre, ainsi que pour distribuer les avantages et les devoirs afférents. La gouvernance des services écosystémiques émerge de l'interaction entre les institutions gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé et la société civile, sur la base de règles et politiques établies par les lois formelles et coutumières de même que par la pratique.

Source: Greiber et Schiele, 2011

Cet article se penche sur les nombreux rôles joués par les écosystèmes dans la sécurité alimentaire et, en matière de prise de décision politique à ce sujet, il plaide en faveur d'une approche qui soit «sensible aux écosystèmes».

UNE APPROCHE SENSIBLE AUX ÉCOSYSTÈMES

Une approche de la sécurité alimentaire qui soit sensible aux écosystèmes vise non seulement à lutter contre la faim à court terme mais aussi à bâtir à long terme une «résilience alimentaire» – définie ici comme la capacité des écosystèmes de soutenir la production agricole et l'aptitude des populations à produire, récolter ou acheter des denrées alimentaires dans une situation de choc ou de stress environnemental, économique et social. Un exemple de tels chocs est représenté par la sécheresse de 2012 aux États-Unis d'Amérique, qui a réduit la production de maïs et entraîné une flambée des prix mondiale (Da Silva, 2012); un autre exemple est l'invasion de locustes au Sahel en 2004-05, qui a dévasté les cultures et contribué à une crise alimentaire majeure dans la région (IFRC, 2005). Les stress sont des changements advenant plus lentement, comme l'aridité croissante ou les changements de température, l'intensification des conflits, la discrimination, le manque d'accès aux ressources, la dette et l'inflation. En théorie, il est plus facile de répondre aux stress parce qu'ils sont hautement prévisibles; toutefois, pour les populations pauvres et les pays en développement, les faibles niveaux de bien-être social et économique sont tels que faire face aux stress se révèle un véritable défi.

Mieux se préparer aux chocs et aux stress peut aider à stimuler la production alimentaire. Ainsi, une étude menée sur 73 pays a montré que ceux qui avaient une distribution des terres initiale plus équitable obtenaient des taux de croissance économique deux à trois fois plus élevés que ceux qui en étaient dépourvus (Deininger, 2003). Les résultats de la FAO (2011) montrent que, si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient accroître les rendements de leurs exploitations de 20 à 30 pour cent, et le produit agricole total des pays en développement de 2,5 à

La restauration des écosystèmes, l'inclusion sociale et la diversité renforcent la sécurité alimentaire dans la zone du volcan Tacana au Guatemala et au Mexique

Dans les bassins versants de haute altitude des fleuves Coatán et Suchiate au Guatemala et au Mexique, l'Initiative de l'UICN pour l'eau et la nature a exécuté des projets en collaboration qui associent la réhabilitation des écosystèmes et le développement du capital social à travers la génération de revenus. Des activités comme l'aquaculture, la production de miel et l'agroécologie (jardins communautaires); le reboisement et la conservation des mangroves; le recyclage des déchets solides et la production de vers de terre; et la mise en place de fosses septiques ont aidé à réduire l'érosion des sols et le risque d'inondation, et ont accru la sécurité alimentaire. Les activités de reboisement, notamment l'établissement de pépinières forestières et la plantation de 45 000 arbres destinés à reboiser 45 hectares de terres avec des espèces d'arbres natives menacées d'extinction, ont contribué à la stabilisation des pentes et à la protection des bassins versants. Pour aider à accroître les revenus des ménages, les femmes et les jeunes ont bénéficié d'une formation sur la création de nouvelles entreprises. Cette acquisition de compétences soignée du sexe et de l'âge des personnes formées a été essentielle pour juguler le chômage et l'émigration. Les ménages ont obtenu un meilleur accès aux denrées alimentaires et une meilleure nutrition grâce à la production sous serre, à la culture de champignons, à la diversification des cultures et à l'agroforesterie, en plus de la restauration du système d'irrigation.

Source: M. Smith, communication personnelle, 2013

4 pour cent. Cela réduirait le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 12 à 17 pour cent, et arracherait à la faim 100 à 150 millions de personnes. L'expérience de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) menée dans la région du volcan Tacana en Amérique centrale montre que la restauration des écosystèmes, une plus grande diversité des systèmes agricoles et des écosystèmes, et un apport d'investissements peuvent stimuler la sécurité alimentaire (voir l'encadré).

Les décideurs chargés des politiques de sécurité alimentaire dans tous les pays gagneraient beaucoup à intégrer la gestion des écosystèmes et une bonne gouvernance de ces derniers dans leurs mesures stratégiques, et à collaborer avec d'autres initiatives sectorielles pour s'assurer qu'elles appuient toutes la sécurité alimentaire. Les politiques efficaces aborderont également les aspects sociaux d'une approche de la sécurité alimentaire sensible aux écosystèmes, en renforçant les régimes fonciers, les droits d'accès aux ressources naturelles, les organisations locales et la parité entre les sexes.

LES QUATRE DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire peut être envisagée sous l'angle de quatre dimensions (FAO, 2008):

- disponibilité – la fourniture de quantités suffisantes d'aliments de qualité appropriée, provenant tant de contextes naturels que de systèmes de culture;
- accès – l'aptitude des individus à pouvoir obtenir des denrées alimentaires à tout moment, au travers de leur production, de marchés ou d'autres sources;
- utilisation – les moyens par lesquels les individus peuvent obtenir de l'énergie et un apport nutritionnel à partir des aliments;
- stabilité – la disponibilité d'aliments suffisants et adéquats qui est accessible et utilisable sur une base fiable et durable.

Ce n'est que lorsque ces quatre dimensions sont toutes satisfaites qu'un individu, un ménage, une communauté ou une nation atteint la sécurité alimentaire.

1
**Contributions des écosystèmes
 aux quatre dimensions de la
 sécurité alimentaire**

**CONTRIBUTIONS DES
 ÉCOSYSTÈMES À LA SÉCURITÉ
 ALIMENTAIRE**

Les écosystèmes, notamment les forêts, contribuent aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire, comme cela est illustré dans la figure 1. Ainsi:

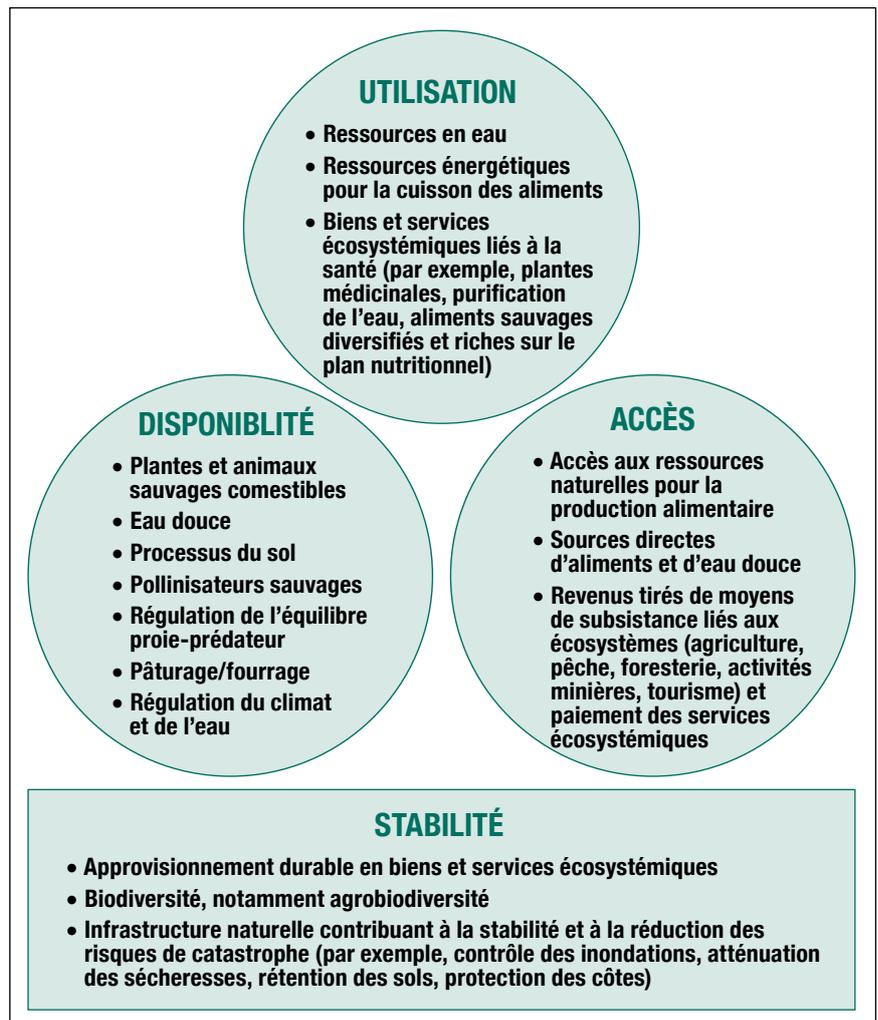
- Les forêts contribuent aux processus du sol, notamment au maintien (voire à l'augmentation) de sa fertilité, réduisent son érosion et fournissent un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.
- Les forêts fournissent un accès aux aliments, soit directement (grâce aux plantes et animaux sauvages comestibles qui s'y trouvent, et en tant que source de matériel génétique apte à la domestication), soit indirectement (grâce aux revenus générés par les produits forestiers qui peuvent être utilisés pour acheter des denrées alimentaires).
- Les plantes médicinales issues des forêts contribuent à la santé des populations, accroissant ainsi l'efficacité de la consommation alimentaire et les avantages tirés de celle-ci.
- Les mangroves et les autres forêts côtières aident à protéger les zones littorales des inondations, accroissant par conséquent la stabilité de la production alimentaire dans les champs et les étangs de poissons environnants.

**POURQUOI LES RESPONSABLES
 DES POLITIQUES DE SÉCURITÉ
 ALIMENTAIRE DEVRAIENT-ILS SE
 SOUCIER DES ÉCOSYSTÈMES?**

La dégradation des écosystèmes peut compromettre l'efficacité et l'impact des politiques de sécurité alimentaire, tandis que des politiques inappropriées peuvent endommager les écosystèmes et leur aptitude à soutenir les systèmes de production d'aliments. Certaines des conséquences de la dégradation des écosystèmes sur la sécurité alimentaire sont décrits ci-dessous.

Disponibilité des aliments

La disponibilité des aliments dépend de la productivité des systèmes naturels et cultivés. Dans le monde, les populations



rurales pauvres sont plus sévèrement affectées par l'insécurité alimentaire, 80 pour cent de ces communautés souffrant de celle-ci (contre 20 pour cent des populations urbaines), et elles dépendent fortement des ressources naturelles pour maintenir leurs moyens d'existence. Environ la moitié des personnes vivant dans l'insécurité alimentaire sont des ménages de petites exploitations agricoles et grossièrement un cinquième sont des sans-terres (Sanchez *et al.*, 2005). Ainsi, dans les communautés rurales pauvres, la dégradation des ressources peut faire la différence entre avoir de la nourriture et avoir faim. On estime que presque un demi milliard de personnes pauvres dans le monde répondent à une part significative de leurs besoins alimentaires en récoltant des plantes et des animaux sauvages (Sanchez *et al.*, 2005). La dégradation des écosystèmes et les catastrophes naturelles qui réduisent la disponibilité de ces ressources auront également un impact considérable sur la sécurité alimentaire.

Accès aux aliments

Dans le monde, environ un milliard de personnes tirent leurs revenus de l'utilisation des ressources naturelles sauvages (Pimentel *et al.*, 1997). Les ressources marines, d'eau douce et forestières sont particulièrement importantes: selon la FAO (2010), la pêche et l'aquaculture – lesquelles dépendent à leur tour de façon significative des forêts – contribuent aux moyens d'existence de 8 pour cent de la population mondiale. De nombreuses personnes démunies comptent sur la vente de produits forestiers ligneux et non ligneux (tels que viande de chasse, miel, plantes médicinales et bois de feu) pour acheter des denrées alimentaires et satisfaire à d'autres dépenses essentielles (Sunderland, 2011). En général, les activités fondées sur les écosystèmes (comme l'agriculture, la foresterie, la pêche et le tourisme) sont des sources vitales de revenus pour les populations pauvres, en particulier dans les zones rurales. Les menaces pesant sur

ces sources de revenus – par exemple à cause de la dégradation des écosystèmes, des catastrophes naturelles, des conflits et de la chute des prix des produits de base – ont de graves répercussions sur la sécurité alimentaire.

Utilisation des aliments

Les populations pauvres rurales et urbaines des pays en développement dépendent de la biomasse naturelle (en particulier du bois) pour cuire les aliments et pour certaines formes de conservation des derniers (comme le fumage et le séchage). L'accès au bois de feu amplifie le choix et l'étendue des aliments consommés, notamment des sources importantes de protéines comme les haricots et la viande, qui requièrent plus d'énergie pour leur préparation. La perte d'accès au bois de feu, du fait du déboisement ou de restrictions dans l'utilisation des ressources, peut par conséquent affecter tant la quantité que la qualité des aliments. Des conditions environnementales défavorables – à cause, par exemple, de vents violents,

d'inondations, de ravageurs et de maladies des végétaux – peuvent réduire l'efficacité du stockage des aliments.

STABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Un approvisionnement stable en vivres suppose des systèmes alimentaires garantissant à cet égard une disponibilité, un accès et une utilisation durables. Cela requiert aussi que ces systèmes soient résistants aux chocs et aux stress sociaux, économiques et environnementaux. Certains de ces chocs et stress, de même que leurs conséquences en matière de politique, sont présentés ci-dessous.

Développement non durable

Un développement économique qui s'approprie les ressources et les écosystèmes et donne un contrôle plus étroit sur ceux-ci à l'État ou, par ce biais, à des investisseurs privés, tend à restreindre l'accès des populations pauvres à des biens cruciaux pour leur sécurité alimentaire, comme les ressources forestières et

côtières et les ressources en eau. Ainsi, le développement d'infrastructures destinées au tourisme côtier (hôtels, jetées et installations récréatives) accroît les rejets d'effluents, perturbe les écosystèmes tels que les forêts de mangroves, et réduit l'accès aux plaines littorales qui, dans de nombreux pays, servent aux populations locales de terrain pour la récolte d'algues et de mollusques. L'urbanisation rapide peut également entraîner une limitation de l'accès à la nourriture parce que, dans les zones urbaines, les personnes démunies sont moins reliées aux aliments sauvages et ont donc moins la possibilité d'obtenir des revenus en utilisant les ressources naturelles.

Le développement non viable de l'agriculture et de l'industrie cause des dégâts considérables aux écosystèmes au travers de la pollution des terres et des eaux. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE, 2006) a rapporté que, à l'échelle mondiale, peu de progrès – sinon aucun – avaient été accomplis en matière de prévention, réduction ou contrôle de la pollution de l'environnement marin. L'écoulement des substances fertilisantes, par exemple, endommage les écosystèmes marins et d'eau douce, y compris les récifs coralliens, et diminue la disponibilité de poissons et de mollusques, qui sont des sources essentielles de protéines pour de nombreuses personnes. L'impact de la pollution par l'azote a été particulièrement sévère, se traduisant par un déclin des mangroves de 50 à 90 pour cent dans la plupart des régions au cours des quatre dernières décennies (PNUE, 2006). Le nombre des zones mortes côtières s'est spectaculairement accru ces dernières années. Sur les 169 existant dans le monde, seules 13 sont en voie de récupération, et 415 zones côtières souffrent d'eutrophisation (PNUE, 2006).

Environ 80 pour cent de la pollution marine est causée par des activités terrestres. La pollution, le changement climatique et l'accroissement des captures ont contribué à une détérioration sans précédent des stocks de poissons au cours des 20 dernières années (Gaddis *et al.*, 2012).

Des enfants jouent dans les eaux claires d'une rivière dans une forêt en Thaïlande. Les écosystèmes fournissent de l'eau propre pour l'agriculture en aval et pour la consommation humaine



Ces arbres ont été coupés, dans le centre du Soudan, par des réfugiés d'un camp voisin qui étaient en quête de bois et de fourrage. En cas de conflit et d'autre choc ou stress, il est plus difficile pour les populations touchées de produire des aliments et d'y accéder, ainsi que d'obtenir l'eau et l'énergie nécessaires à leur préparation



FAO/F. MCDONOGALL

Si les prises ont plus que quadruplé entre le début des années 50 et le milieu des années 90, elles se sont stabilisées ou ont diminué depuis, bien que la pêche ait augmenté (Gaddis *et al.*, 2012). Quelque 1 141 espèces de poissons sont vulnérables, 486 sont en danger et 60 sont éteintes (FAO, 2010; Liste rouge UICN¹). La dégradation des côtes a entraîné un accroissement des risques pour la santé humaine et des pertes agricoles, ainsi qu'une réduction de la disponibilité d'aliments importants récoltés à l'état sauvage.

Changement climatique

Une série de changements climatiques potentiels, tels que la réduction des précipitations, les températures extrêmes, la hausse des niveaux de la mer et la fréquence accrue des inondations et des sécheresses, peuvent affecter la sécurité alimentaire. Si les impacts du changement climatique pouvaient se révéler positifs dans certaines régions, dans l'ensemble ils sont susceptibles de nuire à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Ainsi, on estime que le changement climatique accroîtra de 10 pour cent le nombre des enfants souffrant de malnutrition dans le monde d'ici 2050, en regard d'un avenir «sans changement climatique» (Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2012). Le changement climatique pourrait également enclencher des spirales de dégradation des écosystèmes, amplifiant de la sorte ses impacts directs sur la sécurité alimentaire. Les événements météorologiques extrêmes pourraient endommager les infrastructures de transport et stockage des denrées alimentaires, réduire la capacité des États de répondre aux crises, entraîner une augmentation des prix et une fluctuation des rendements en matière de produits alimentaires, et conduire à une détérioration de la cohésion sociale, tous ces facteurs étant susceptibles de renforcer l'insécurité alimentaire.

Régimes fonciers inéquitables

Là où le régime foncier est mal garanti ou manque de clarté, ou bien là où l'État réclame tous les droits de propriété, le développement agricole tend à favoriser la production à grande échelle plutôt que les petites exploitations. En outre, l'insécurité des régimes fonciers n'incite pas les utilisateurs locaux des terres à faire des investissements à long terme – comme la plantation d'arbres – afin de maintenir les fonctions des écosystèmes et d'améliorer la production alimentaire. L'éventualité que l'État étende ses revendications aux ressources, comme le carbone forestier – en tant que composante des politiques d'atténuation des effets du changement climatique – et les plantes médicinales – en tant qu'élément relevant de la protection des brevets –, demeure une véritable menace pour les communautés rurales, portant sur la sécurité qu'elles tirent des terres et des ressources naturelles. Les droits sur les ressources en eau et les ressources halieutiques sont communément revendiqués par les États, même lorsque les populations autochtones et d'autres communautés locales disposent de droits coutumiers à cet égard.

Une conséquence récente de l'insécurité et de l'iniquité des régimes fonciers consiste dans la prolifération des investissements étrangers dans les terres. Cette expansion – dont on estime qu'elle a atteint les 134 millions d'hectares en Afrique et les 203 millions d'hectares dans l'ensemble du monde entre 2000 et 2010 (Anseeuw *et al.*, 2012) – réduit la disponibilité des aliments sauvages et agricoles, ainsi que l'accès à ceux-ci, pour les communautés marginalisées. De nombreux investissements

étrangers dans les terres portent sur les biocarburants, les ressources minérales, le bois d'œuvre et les exportations de denrées alimentaires. On s'attend à ce que la montée rapide de la production de biocarburants contribue à un accroissement, pouvant atteindre les 3 millions, du nombre d'enfants d'âge préscolaire sous-alimentés en Afrique et en Asie du Sud d'ici 2050 (FAO, 2009).

Conflits

Une faible gouvernance des écosystèmes peut alimenter les conflits et contribuer aux causes premières de ces derniers en exacerbant l'injustice, l'iniquité et la pauvreté. Les conflits sur la terre et l'eau sont appelés à s'accroître au fur et à mesure que la demande de ces ressources augmentera, face au changement climatique, à la pression démographique en hausse et aux restrictions d'accès à celles-ci. Les conflits peuvent avoir des impacts profonds sur la sécurité alimentaire en provoquant un déclin des institutions, en détériorant les relations sociales et en accroissant la violence, ce qui tend à faire baisser la production alimentaire locale et à faire monter son coût (Bora *et al.*, 2010; Sayne, 2011; Schöninger, 2006; Teodosijević, 2003). En cas de conflit, il est plus difficile pour les populations touchées de produire des aliments et d'y accéder, ainsi que d'obtenir l'eau et l'énergie nécessaires à leur préparation. L'insécurité alimentaire est souvent aggravée par la destruction des infrastructures rurales, la perte de bétail, le déboisement, l'usage répandu des mines anti-personnel, l'empoisonnement des puits et les vastes déplacements de populations causés par les conflits.

¹ www.iucnredlist.org

LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: QUE MANQUE-T-IL?

Les efforts de développement et de conservation peuvent contribuer à l'insécurité alimentaire s'ils ne tiennent pas compte des liens étroits existant entre la sécurité alimentaire et les écosystèmes. Les niveaux élevés de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire chez les groupes les plus défavorisés de la société sont en général associés à leur forte dépendance vis-à-vis d'écosystèmes naturels qui connaissent une dégradation et un changement rapides, ainsi qu'aux modes de gouvernance des écosystèmes en place et à la façon dont ils sont mis en œuvre. Lorsque l'un de ces facteurs ou les deux – développement et conservation d'une part, gouvernance des écosystèmes inéquitable ou pratiquant l'exclusion d'autre part – réduisent la productivité et l'accessibilité, par exemple, des aliments sauvages, des cultures agricoles et de l'eau, ils compromettent les moyens d'existence de même que les relations sociales qui soudent les communautés. L'insécurité alimentaire qui en dérive est souvent accompagnée de conflits au sein des communautés et entre celles-ci, et elle est peu soucieuse des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

De nombreuses politiques de sécurité alimentaires se sont améliorées au cours de la dernière décennie, notamment en reconnaissant le droit à une alimentation suffisante et l'importance de régimes fonciers équitables et sûrs. L'accent reste cependant mis en général sur la productivité agricole, les échanges commerciaux et les politiques macroéconomiques, tandis que le rôle central joué par les écosystèmes dans la sécurité alimentaire continue à être négligé.

S'il y a une prise de conscience croissante de l'importance des écosystèmes pour les diverses dimensions de la sécurité alimentaire, on continue à ne pas suffisamment investir dans le maintien de la qualité de l'environnement, l'établissement

de relations sociales positives autour de la question de l'utilisation des ressources naturelles (institutions, organisations et apprentissage) et le développement de liens entre parties prenantes et secteurs divers. L'idée qu'il existe une inévitable compensation entre la productivité agricole et la conservation des écosystèmes est datée, maintenant que l'on comprend la dépendance de l'agriculture à l'égard des écosystèmes plus vastes et les nombreuses options permettant de gérer de manière durable des écosystèmes productifs. Il n'y a pas à choisir mais à faire les deux – sinon la sécurité alimentaire restera une chimère.

Lacunes dans l'élaboration des politiques de sécurité alimentaire

Les politiques de sécurité alimentaire et les pratiques qui y sont associées ont de nombreuses carences, dont certaines sont énoncées ci-dessous.

L'absence d'une approche multisectorielle. Les questions de sécurité alimentaire sont souvent traitées au sein

de «silos stratégiques», les institutions compétentes respectives (par exemple dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, des échanges commerciaux et de l'environnement) collaborant rarement afin de s'assurer que leurs diverses politiques montrent une cohérence et visent la sécurité alimentaire et la nutrition de manière harmonieuse. Ce manque de coordination entre secteurs conduit à mettre en œuvre des politiques déconnectées et parfois contradictoires, ainsi qu'à négliger les liens et synergies intersectoriels (par exemple, alimentation-eau-énergie et alimentation-santé-nutrition).

L'absence d'intégration des facteurs liés aux écosystèmes. Peu de politiques de sécurité alimentaire reconnaissent l'importance du maintien et de la gestion durable des écosystèmes, avec pour résultat courant que les politiques sont mal informées et inefficaces, contribuant à la mauvaise gestion et à la dégradation des écosystèmes et, de la sorte, à l'insécurité alimentaire.



Une agricultrice travaille la terre sur les rives du lac Burera, Rwanda. Peu de politiques de sécurité alimentaire reconnaissent l'importance du maintien et de la gestion durable des écosystèmes, avec pour résultat courant qu'elles conduisent à la dégradation des terres et, de la sorte, à l'insécurité alimentaire

FAO/G. NAPOLITANO

L'absence de prise de décision participative. Les acteurs clés sont souvent laissés à l'écart des prises de décision en matière de sécurité alimentaire; aussi les choix ne reflètent-ils pas toujours les droits, les cultures et les intérêts des populations locales. Même lorsque l'on recherche un certain degré de participation locale, celle-ci est souvent limitée aux hommes. Les communautés rurales pauvres, les petits exploitants, les femmes et d'autres acteurs «de première ligne» sont souvent les principaux gardiens des écosystèmes et sont habituellement les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Il est peu probable que des politiques qui ignorent ce qu'ils ont à dire puissent être efficaces.

Engagement dans l'action face au changement climatique. On a observé peu de signes d'engagement visant à corriger les facteurs sous-jacents du changement climatique, notamment les modes de consommation et de production qui utilisent l'énergie de façon non viable et génèrent des quantités d'agents polluants et de déchets impossibles à gérer. S'il est bien établi dans la documentation stratégique et universitaire que la dégradation écologique limitera les possibilités de garantir la sécurité alimentaire et le développement (PNUE, 2012; Rockstrom *et al.*, 2009), cette compréhension fait largement défaut dans les débats politiques sur l'alimentation.

Reconnaissance de l'importance des ressources sauvages. Les politiques de sécurité alimentaire ainsi que d'autres politiques liées aux ressources naturelles ne reconnaissent toujours pas que les

ressources sauvages sont essentielles à la sécurité alimentaire d'une part significative des populations les plus pauvres du monde. Sans cela, ces politiques risquent de couper l'accès à des aliments comme le gibier et le poisson, privant ainsi de nombreux ruraux de sources vitales de protéines.

COMMENT RENDRE LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PLUS EFFICACES Priorité à la résilience alimentaire

Les politiques de sécurité alimentaire sensibles aux écosystèmes ne visent pas seulement à réduire la faim à court terme, mais aussi à établir une résilience alimentaire à long terme, ce qui est crucial si l'on veut atteindre et conserver les objectifs de sécurité alimentaire à l'avenir. Ces politiques soucieuses des écosystèmes renforcent à la fois:

- la résilience des communautés souffrant d'insécurité alimentaire face aux incertitudes et aux stress, comme la hausse des prix des vivres et le changement climatique;
- la résilience des écosystèmes, afin qu'ils maintiennent leur capacité à soutenir la production d'aliments, sauvages et agricoles, dans des contextes de chocs tels que des événements météorologiques extrêmes, ou de stress tels que la pollution.

L'élaboration des politiques pourra mieux contribuer à la résilience alimentaire en abordant trois questions clés: la diversité, l'infrastructure naturelle et la justice sociale. Chacun de ces points est exposé ci-dessous.

Diversité

Le terme de diversité est employé ici pour désigner la diversité des écosystèmes, la diversité biologique et la diversité des moyens de subsistance. La diversité des écosystèmes présents dans un paysage et celle des ressources biologiques présentes en leur sein peut amoindrir la vulnérabilité des populations locales aux chocs et aux stress (y compris la volatilité des prix) en permettant des moyens de subsistance variés et des stratégies d'adaptation (par exemple, agriculture et élevage, pêche, foresterie, tourisme et chasse). Pris ensemble, les différents aspects de la diversité peuvent renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux, aussi les politiques qui la maintiennent et l'encouragent soutiennent-elles les objectifs de sécurité alimentaire. Ainsi, les politiques qui favorisent la diversité au sein d'un système agricole (par exemple, diversité des cultures, biodiversité du sol et diversité des pollinisateurs) peuvent accroître sa capacité à s'adapter à des fluctuations croissantes, notamment (Boelee, Chiramba et Khaka, 2011):

- en augmentant la disponibilité de l'eau et, de la sorte, la résilience des moyens d'existence ruraux;
- en créant une capacité de fixation de l'azote, au travers de l'incorporation d'arbres et de cultures de légumineuses;
- en renforçant la connectivité de l'habitat pour les pollinisateurs, au travers de l'incorporation de zones d'habitat naturel.

Un garde forestier surveille des populations d'oiseaux sauvages dans la région du lac Ichkeul en Tunisie. Les terres marécageuses aident à nettoyer les effluents, à l'instar des installations de traitement des eaux



Infrastructure naturelle

Le terme d'infrastructure naturelle évoque l'aptitude des écosystèmes à offrir certains services pouvant aussi être fournis par une infrastructure artificielle. Par exemple:

- Les forêts aident à approvisionner en eau potable, à l'instar des installations de filtration de l'eau.
- Les mangroves aident à protéger les rives contre les dégâts provoqués par les tempêtes, à l'instar des digues marines.
- Les plaines inondables naturelles aident à éviter les inondations, à l'instar des digues et des canaux.
- Les terres marécageuses aident à nettoyer les effluents, à l'instar des installations de traitement des eaux.

Les services fournis par les infrastructures naturelles contribuent à la résilience alimentaire des communautés, par exemple en protégeant les terres agricoles contre les violentes tempêtes et en mettant les populations à l'abri de l'eau potable contaminée. Pour aider à maintenir ces services écosystémiques, les politiques de sécurité alimentaire devraient être mieux intégrées avec des politiques d'autres secteurs économiques, tels que l'environnement, les forêts, la pêche, le tourisme et l'énergie.

Justice sociale

La justice sociale est porteuse des idées de bonne gouvernance, équité économique, droits de l'homme, solidarité, égalité et équité. Elle est essentielle à la sécurité alimentaire parce qu'elle joue un rôle majeur en déterminant l'accès aux denrées alimentaires des ménages, des communautés, des sociétés et des nations. Là où la justice sociale est faible, il existe un grand risque d'insécurité alimentaire, en particulier auprès des groupes vulnérables et marginalisés.

En répondant à la question de la justice sociale, les politiques de sécurité alimentaire peuvent renforcer la résilience à cet égard. Il est crucial d'appuyer les systèmes de gouvernance locaux, en particulier la gestion locale des ressources et le contrôle local de la production. Ainsi, les politiques qui renforcent les organisations de petits producteurs consolident la résilience locale en augmentant l'aptitude des agriculteurs à établir des priorités concertées, négocier des prix justes et prendre des décisions sur la répartition des ressources

nécessaires à l'accroissement de la production alimentaire.

D'autres points essentiels à la sécurité alimentaire consistent à établir de bonnes relations sociales et lutter contre les inégalités, notamment la discrimination généralisée à l'égard des femmes. Les politiques peuvent contribuer à éradiquer cette discrimination en reconnaissant formellement l'égalité entre les sexes et en mettant en œuvre des stratégies spécifiques pour améliorer la sécurité alimentaire et la productivité des femmes. Ces politiques peuvent être aussi simples que d'apporter de l'eau potable dans les villages: il a été estimé qu'en République-Unie de Tanzanie (dont la population totale est de 46 millions d'habitants), les femmes prises collectivement consacrent 8 milliards d'heures de travail non rémunéré par an à la collecte d'eau et de combustible et à la préparation des repas, ce qui équivaut au temps correspondant à 4,6 millions d'emplois à plein temps (Fontana et Natali, 2008). Les autres politiques visant à augmenter la productivité consistent notamment à sécuriser le régime foncier, accroître les connaissances – notamment en ciblant spécifiquement les femmes dans les activités de vulgarisation agricole – et améliorer la santé (FAO, 2011). La justice sociale ne peut pas être ignorée des responsables de politiques de sécurité alimentaire. Il est moralement et éthiquement inacceptable que tant de personnes n'aient toujours pas la possibilité de vivre en étant à l'abri de la faim.

À QUOI RESSEMBLENT DES POLITIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EFFICACES?

Pour être efficaces, les politiques de sécurité alimentaire doivent être conscientes de l'importance des écosystèmes et renforcer la résilience alimentaire, en favorisant la diversité – dans de multiples systèmes à différentes échelles –, les infrastructures naturelles et la justice sociale. Des politiques de sécurité alimentaire efficaces adhéreront également aux principes suivants.

Les politiques efficaces reconnaissent que les services rendus par les écosystèmes ne sont pas illimités. Cela comprend la capacité des écosystèmes d'absorber les déchets. Les politiques devront lutter contre la pollution des terres, de l'eau et de l'air pour aider à assurer la santé des hommes et des écosystèmes et

la fourniture d'aliments sauvages (tels que poissons, fruits et viande de chasse). Par exemple, les eaux usées municipales et industrielles peuvent être traitées efficacement grâce aux technologies existantes, mais cela exige une solide surveillance réglementaire ainsi qu'un investissement en infrastructures et un renforcement des capacités considérables, en particulier dans les pays en développement.

Les politiques efficaces établissent des liens entre secteurs. L'élaboration de politiques de sécurité alimentaire doit être fondée sur une meilleure intégration des divers secteurs de l'économie et du développement. Tout particulièrement, l'environnement devrait être mieux associé aux secteurs – tels que le commerce, l'énergie, l'eau, la santé et le tourisme – qui affectent les services écosystémiques à la base de la sécurité alimentaire. Pour parvenir à une telle intégration, il sera nécessaire de donner aux agences responsables de l'environnement un rôle central dans l'élaboration de stratégies visant la sécurité alimentaire.

Les politiques efficaces considèrent les systèmes agricoles comme des agro-écosystèmes. Les agro-écosystèmes offrent une grande variété de services écosystémiques et sont liés à d'autres écosystèmes. Adopter ce point de vue plus vaste sur la façon dont les systèmes agricoles s'inscrivent dans les paysages permet aux politiques d'identifier et réaliser des opportunités de synergies entre production agricole, élevage, pêche et foresterie, en vue de parvenir à la sécurité alimentaire.

Les politiques efficaces considèrent les écosystèmes comme des biens productifs. Les politiques de sécurité alimentaire devraient reconnaître qu'il est indispensable de maintenir les biens naturels, du fait qu'ils constituent d'importants filets de sécurité pour les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et qu'ils forment la base de moyens de subsistance diversifiés. Une telle reconnaissance ne signifie pas qu'il faille abandonner la protection totale d'écosystèmes particulièrement fragiles ou menacés, mais qu'il faut considérer la protection comme l'un des outils possibles permettant la récupération et le maintien des services écosystémiques, et prendre en compte les interactions entre les zones protégées, les agro-écosystèmes voisins et d'autres écosystèmes gérés de manière durable.

Les politiques efficaces favorisent l'investissement dans les actifs écosystémiques hors exploitation. La raison de telles interventions est que les actifs des écosystèmes situés hors des exploitations agricoles, comme les forêts, peuvent renforcer la résilience des petits agriculteurs et éleveurs et aider à assurer des options diversifiées de moyens de subsistance, notamment des sources de revenus non agricoles. Cela permet de réduire la vulnérabilité des populations pauvres face aux événements météorologiques extrêmes et aux embardées des prix. Pour garantir que les populations locales soient en mesure de saisir ces opportunités existant à l'extérieur des exploitations, un soutien technique et financier à l'échange de connaissances et à l'apprentissage, de même qu'une solide organisation locale, sont nécessaires.

Les politiques efficaces renforcent l'organisation locale et font entendre la voix des communautés rurales. Les communautés locales sont souvent les gardiennes des écosystèmes et les gestionnaires de la production des ressources, tant sauvages qu'agricoles, et sont par conséquent des acteurs primordiaux de la préservation des ressources naturelles et de la gestion des conflits portant sur celles-ci. Appuyer l'inclusion des femmes comme des hommes, au sein des communautés locales – agriculteurs, pasteurs, habitants des forêts, cultivateurs itinérants, pêcheurs et autres récoltants et producteurs d'aliments –, dans les prises de décision relatives à la sécurité alimentaire pourrait contribuer à garantir des choix et des stratégies plus appropriés. Les politiques de sécurité alimentaire devraient aider les communautés rurales à s'engager avec d'autres parties prenantes dans la définition de solutions, et elles devraient soutenir la reconnaissance des droits de ces communautés à l'information, à la transparence, à la responsabilité, à la participation et au recours en justice. ◆



Références

- Anseeuw, W., Alden Wily, L., Cotula, L. et Taylor, M. 2012. *Land rights and the rush for land. Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project*. Rome, Coalition internationale pour l'accès à la terre.
- Boelee, E., Chiramba, T. et Khaka, E. éd. 2011. *An ecosystem services approach to water and food security*. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement, et Colombo, Institut international de gestion des ressources en eau.
- Bora, S., Ceccacci, I., Delgado, C. et Townsend, R. 2010. *Food security and conflict*. Document d'information pour le Rapport sur le développement dans le monde. Washington, D.C., Banque mondiale.
- Comité de la sécurité alimentaire mondiale. 2012. *Sécurité alimentaire et changement climatique*. Rapport 3 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, FAO (disponible sur: www.fao.org/docrep/018/me421f/me421f.pdf).
- Da Silva, J.G. 2012. The US must take biofuel action to prevent a food crisis. *Financial Times*, 9 août 2012 (disponible sur: www.ft.com/intl/cms/s/0/85a36b26-e22a-11e1-b3ff-00144feab49a.html#axzz2392Moy8Z).
- Deininger, K. 2003. *Land policies for growth and poverty reduction*. Document de travail sur la recherche de politiques de la Banque mondiale. Washington, D.C., Banque mondiale.
- FAO. 2008. *Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire*. Sécurité alimentaire: l'information pour l'action. Guides pratiques. Rome (disponible sur: www.fao.org/docrep/013/a1936f/a1936f00.pdf).
- FAO. 2009. *Comment nourrir le monde en 2050*. Document d'information pour le Forum Comment nourrir le monde en 2050, 12-13 octobre 2009, Rome (disponible sur: http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/Issues_papers/Issues_papers_FR/Comment_nourrir_le_monde_en_2050.pdf).
- FAO. 2010. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2010*. Rome.
- FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011: le rôle des femmes dans l'agriculture, combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.
- Fontana, M. et Natali, L. 2008. *Gendered patterns of time use in Tanzania: public investments in infrastructure can help*. Document préparé pour le projet IFPRI Évaluation de l'impact à long terme des interventions des politiques axées sur la parité. Cité dans FAO (2011).
- Gaddis, E., Glennie, P.R., Huang, Y. et Rast, W. 2012. Water. In Programme des Nations Unies pour l'environnement, *GEO-5 global environment outlook: environment for the future we want*. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- Greiber, T. et Schiele, S. éd. 2011. *Governance of ecosystem services*. Gland, Suisse, UICN.
- IFRC. 2005. *World disaster report 2005*. Genève, Suisse, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (version française *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2005*, disponible sur: w3.ifrc.org/fr/publicat/wdr2005/order.asp).
- Pimentel, D., McNair, M., Buck, L., Pimentel, M. et Kamil, J. 1997. The value of forests to world food security. *Human Ecology*, 25: 91-120.
- PNUE. 2006. *The state of the marine environment: trends and processes*. La Haye, Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- PNUE. 2012. *GEO-5 global environment outlook: environment for the future we want*. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin III, F.S., Lambin, E., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H., Nykvist, B., De Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P. et Foley, J. 2009. Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society*, 14(2): 32 (disponible sur: www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32/).
- Sanchez, P., Swaminathan, P.D., Dobie, P. et Yuxsel, N. 2005. *Halving hunger: it can be done*. New York, États-Unis d'Amérique, Millennium Project.
- Sayne, A. 2011. *Climate change adaptation and conflict in Nigeria. Special report*. United States Institute of Peace.
- Schöninger, I. ed. 2006. *The challenge of hunger: global hunger index: facts, determinants, and trends*. Washington, D.C., Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- Sunderland, T.C.H. 2011. Food security: why biodiversity is important. *International Forestry Review*, 13(3): 265-274.
- Teodosijevic, S. 2003. *Armed conflicts and food security*. ESA Working Paper No. 3-11. Rome, FAO. ◆